

Le Bonnet Rouge

DIRECTION & PUBLICITE

14, rue Drouot (Paris 9^e). — Téléph. : CENTRAL 69-70

Quotidien Républicain du soir

RÉDACTION & ADMINISTRATION

142, rue Montmartre (Paris 2^e). — Téléph. : CENTRAL 80-62

DIRECTEUR :

Miguel ALMEREYDA

Abonnements : Paris 20 fr. ; Départements 24 fr. ; Étranger 32 fr.

Le Numéro (Paris et Départements) : Cinq Centimes

Daudet menteur et fuyard Philippe d'Orléans est-il complice de ses valets ?

Léon Daudet est pris dans ses mensonges.

— Les preuves ? lui avons-nous demandé.

Il se garde bien de les fournir. Il n'en a pas. Il mentait.

Ayant menti, le calomniateur se défend.

Le menteur se révèle un lâche.

Les témoignages de Gustave Hervé et de Louis Grandier, dans la *Guerre Sociale* et dans la *Bataille*, ont achevé l'exécution du misérable diffamateur. Le bandit est en retraite.

Il avait accusé Miguel Almereyda d'être un indicateur spolié et d'avoir livré des camarades de lutte.

Ces camarades ont répondu en affirmant, une fois de plus, leur confiance en leur ami.

Et Daudet alors de reculer, en déclarant seulement :

« Quant aux relations policières de Vigo, créées étourdiment par Hervé, elles sont aussi notoirement à la Préfecture de Police que celles de Garfunkel, avec lesquelles elles présentent plus d'une analogie. »

« Notaires ! ? »

Parbleu ! Ecoutez encore Daudet :

« Comme il est aujourd'hui un habitué du ministère de l'Intérieur, Vigo, du temps de feu Hennion, était un habitué du boulevard du Palais. MM. Paoli, secrétaire général ; Maunoury, directeur du cabinet, et Pascalis, chef-adjoint du cabinet, en diraient quelque chose s'ils pouvaient parler. »

Voilà donc la documentation de Léon Daudet !

Voilà de quelle souris accouche cette montagne de boue et d'ordures !

Il criait du haut du tas de fumier dont il s'est fait un piedestal à son image :

— Almereyda a livré à la police les révolutionnaires qui coupaient les rails ou les fils télégraphiques pendant la grève des postes et la grève des chemins de fer. Il était de la police !

On lui réclame la preuve de cette ignoble accusation. Et il répond, trois jours après :

— Miguel Almereyda était en relations avec les fonctionnaires du cabinet de M. Hennion à la Préfecture !

Le misérable, aussi bête que mauvais, ne voit pas qu'il se coupe dans ses mensonges.

Quand eurent lieu les grèves dont il parle, quand eurent lieu les sabotages auxquels il fait allusion, M. Hennion ni M. Paoli n'étaient à la Préfecture de Police.

Le préfet de police, c'était alors M. Lépine.

Accusé Miguel Almereyda. Et accusé d'avoir eu des relations inavouables avec M. Hennion à la Préfecture de Police à l'occasion d'événements qui se sont déroulés à une époque où ce même Hennion n'était pas préfet de police.

Daudet déplace les bornes de la sottise, comme il avait déjà reculé les limites de la déloyauté.

C'est lui-même qui démolit son malpropre échafaudage de mensonges.

Daudet est payé.

Mais devra-t-il payer seul ?

Léon Daudet prétend ne pas opérer pour son compte. Il se donne pour l'agent d'un parti : Le parti royaliste. Il passe pour le valet d'un prétendant : Philippe d'Orléans.

Nous savons bien que Philippe d'Orléans n'est pas autrement de ce décorateur malodorant. Nous savons bien qu'il n'a pour lui que du mépris, mépris explicite : Est-ce qu'un jour il n'aurait point le drôle à la porte de chez lui, à coups de pied au derrière ?

Mais Léon Daudet persiste à se dire le serviteur du duc d'Orléans. Nous voulons savoir si Philippe d'Orléans approuve son agent et se fait le complice de son valet.

Utilisons nos Effectifs Hygiène et Education Physique

Si l'on s'en rapporte aux comptes rendus officiels des séances de la Chambre et du Sénat au sujet de l'appel de la classe 1917, cette dernière peut partir en toute confiance.

S'il est vrai, comme l'a déclaré à la Chambre, notre ami le docteur Doisy, que la classe 1915 a été entraînée à la vapeur, mobilisée hâtivement et... il ne fait aucun doute que la classe 1917 dont nous verrons le départ, sitôt les fêtes passées, sera préparée dans de tout autres conditions.

Du reste, on sent qu'il y a quelque chose de changé. Ou plutôt, comme le faisait remarquer si judicieusement hier, notre collaborateur, le général Percin, on s'achemine petit à petit, vers la véritable conception de la Nation armée tant préconisée par les officiers républicains et notre grand Jaurès.

Il ne suffit plus aujourd'hui, de demander à la Nation ses enfants. Celle-ci, par la voix de ses représentants, espère, demande, et exige même, que toutes les garanties soient prises pour recevoir dans les meilleures conditions d'hygiène ces jeunes hommes, que le gouvernement réclame, par simple mesure de prévoyance, et leur donne un entraînement conforme aux méthodes modernes d'éducation physique.

C'est là une volonté qui fait honneur à ce Parlement, tant décrié et qu'une certaine presse essaie, mais en vain, de discréditer.

On peut dire que l'unanimité parlementaire qui accorda au gouvernement la classe qu'il demandait, se retrouva entière pour exiger ces garanties.

Le ministre de la Guerre donna toute assurance à ce sujet.

«... Vous pouvez être absolument certains que j'y mettrai toute mon énergie afin que chaque commandant de région, de subdivision ou de dépôt voie sa responsabilité personnelle engagée dans les soins qu'il sera appelé à donner aux jeunes hommes de la classe 1917. »

Le général Gallieni nous a prouvé jusqu'ici, une grande fermeté dans ses décisions. Nous pouvons donc tenir pour indéfectible, les déclarations du Ministre de la Guerre.

Ces diverses assurances données au pays, permettent à tous, parents et prochains appelés, de passer d'un cœur plus léger ces fêtes qui, nous en sommes convaincus, marquent l'aurore de l'Année victorieuse où s'effondrera à tout jamais le militarisme mondial. Elles permettront également une séparation moins pénible le 5 janvier prochain.

A. Bontemps.

La Guerre et les Religions Le Luthérianisme allemand est mort

La famille impériale d'Allemagne a fêté la Noël fort religieusement : Guillaume II et ses siens ont entendu un sermon du pasteur Dryander, premier prédicateur de la Cour.

Ce pasteur Dryander, qui est une des lumières du luthérianisme, n'est pas un inconnu pour nous. Il signa avec le professeur Wundt, qui est un des maîtres de la psychophysologie, l'historien von Harnack et le philosophe Eucken un bien singulier appel de l'Allemagne aux Anglais : les premiers demandaient aux seconds, au nom de leur commune foi protestante, de ne pas porter la guerre dans les colonies allemandes d'Afrique pour ne pas dégoûter les négres du protestantisme par le spectacle de l'hygiène, nous s'entre-déchirant. Vous pensez bien que les Anglais ne répondirent rien.

Une autre fois, le premier prédicateur de la Cour nous donna, par ses écrits, l'occasion de constater que, autant que le catholicisme romain, le luthérianisme allemand a fait faillite et qu'il ne respecte guère plus que Rome les enseignements du Christ.

C'était le 4 avril 1914. Un vénérable pasteur français, M. Babut, de Nîmes, écrivit à ce Dryander afin de lui soumettre un projet de déclaration qui aurait pu être signé par tous les chrétiens de tous les pays belligérants, sans distinction de confession religieuse : il suffisait de croire en Jésus. Le pasteur français voulait faire dire par tous les chrétiens « 1^o que, profondément attachés à leurs patries respectives, ils ne veulent rien faire ni dire qui ne soit en harmonie avec le sincère et ardent patriotisme qui les anime ;

« 2^o mais qu'en même temps, ils ne peuvent oublier ni méconnaître que Dieu est le dieu de toutes les nations et le père de tous les hommes ; que Jésus-Christ est le sauveur de tous, qu'il a commandé aux siens de se regarder et de s'aimer comme des frères, et que sur le terrain de la foi évangélique il n'y a plus, comme l'affirme Saint-Paul, Juif et Grec, Barbare et Scythe, — et par conséquent il n'y a plus Allemand et Français, Autrichien et Russe, mais Christ en toutes choses et en tous. »

En conséquence, tous les chrétiens s'engagent à bannir de leurs cœurs toute haine pour leurs ennemis momentanés et à leur faire du bien, à l'occasion. Ils s'engageaient encore à user de toute leur influence pour que la guerre fut conduite avec humanité et que le vainqueur n'abusât point de sa force.

C'est un peu ce que certains, plus confiants dans le Pape catholique que dans les pasteurs protestants, s'attendaient à entendre de la bouche de Benoît XV. Ils furent déçus.

Le pasteur Babut ne demandait pas beaucoup.

Si peu que demandât le pasteur français, le premier prédicateur de la Cour de Berlin trouva le moyen de le lui refuser.

Le pasteur Dryander approuva, certes, les propositions de M. Babut. Mais il refusa brutalement de donner à ces propositions son assentiment. Sa réponse est du 15 septembre.

Les Allemands, répliqua-t-il en substance, se conduisent en bons chrétiens, comme toujours : cela va de soi ; il serait injurieux et superflu de les y inviter ; ce serait supposer qu'ils ont besoin d'être rappelés au devoir !

Si monstrueux que cela paraisse, ce fut bien le sens de la réponse de Dryander. Au reste, en voici la lettre :

Nous répétons vos propositions, parce qu'il ne doit pas y avoir la plus lointaine apparence que, d'après nous, on ait besoin en Allemagne d'un avertissement ou d'un effort quelconque pour que la guerre soit conduite en accord avec ses principes chrétiens et suivant les exigences de la miséricorde et de l'humanité.

Pour notre peuple il est entier consacré pour notre état-major, il va de soi que la lutte ne doit être conduite qu'entre soldats.

Seuls les ennemis de l'Allemagne avaient, aux dires de Dryander, à être rappelés au devoir chrétien. Ce devoir, les Allemands le connaissent et l'observent toujours.

La violation de la neutralité belge ? « Quand on lutte pour sa vie, on ne se demande pas si l'on enfonce dans le combat le poitrail du voisin. »

Le pasteur de la Cour comparait les Allemands « à un homme possible qui serait assailli en même temps par trois hyènes altérées de sang. »

Aux chrétiens anglais, français et

russe de commencer, en flétrissant leur agression, « le crime sacrilège qui seul a rendu cette guerre possible ».

Et le ministre du Christ concluait :

Notre sainte colère et la condamnation morale que nous portons devant Dieu sur la politique de nos ennemis s'adressent aux peuples et aux gouvernements...

La Belgique comparée à une porte ? Un autre luthérien allemand, personnage agréable au Kaiser, lui aussi, M. Adolphe von Harnack, bibliothécaire de la Cour impériale où Dryander est prédicateur, comparait cette même Belgique aux pains sacrés que David devait respecter, en principe, mais qu'il mangea, dit l'Écriture, faute d'autres provisions, pour ne pas mourir de faim.

Ces deux luthériens éminents ne veulent pas savoir que la Belgique n'est ni une porte, ni une pendule. La Belgique, c'étaient les Belges, c'est-à-dire des hommes, des créatures de Dieu comme les Allemands, et pour lesquels, autant que pour les Allemands, le Christ, aux dires des luthériens, mourut...

Cette réponse d'un représentant autorisé du luthérianisme allemand à un pasteur français montre que l'hérésie allemande, autant que l'orthodoxie romaine, a fait faillite.

Il n'y a pas une religion qui sortira vivante de cette guerre.

Georges CLAIRET.

LA GUERRE

Communiqués Officiels

Communiqué de 3 heures

En Artois, au cours de la nuit, plusieurs patrouilles allemandes ont été dispersées par notre feu au Sud de Wailly.

Canonade intermittente entre la Somme et l'Oise, et en Voivre dans le secteur de Fliry.

Aucun événement à signaler sur le reste du front.

SUR LE FRONT ANGLAIS

Londres, 1^{er} janvier. — Voici le communiqué du général Townshend, en date du 31 décembre, 3 h. 35 du soir :

« Les opérations de mines de l'ennemi ont été actives autour des carrières situées au nord de Loos. »

« Hier soir, cinq mines ont fait explosion, causant quelques pertes et de légers dommages à nos tranchées. Aucune attaque n'a eu lieu et nous réparons les dégâts. »

« L'artillerie s'est montrée active de part et d'autre autour d'Hulluch, Givenchy, Wytschaete et Saint-Julien. »

« Le bombardement de l'ennemi a augmenté d'intensité autour d'Armentières. »

« Nos gros obusiers ont causé des dégâts considérables sur plusieurs points de la ligne ennemie. »

EN MESOPOTAMIE

Londres, 1^{er} janvier. — Voici le rapport du général Townshend, en date du 29 décembre :

« Le village occupé par nous, comme poste détaché, sur la rive gauche du Tigre, juste en face de Kut, a été l'objet d'un feu violent de mousqueterie pendant les deux dernières nuits. Il n'y a pas eu de fusillade depuis. »

« L'ennemi a demandé un armistice de 4 heures pour enterrer ses morts et élever ses blessés, qui se trouvaient en grand nombre devant le fort qui fut attaqué le jour de Noël. »

« Des rapports particuliers confirment les très grandes pertes subies par les Turcs à Ctesiphon, pendant la retraite du général Townshend et dans les attaques récentes contre Kut. »

« Suivant les rapports reçus jusqu'à ce jour, nos pertes, totales pendant le combat de Noël s'élèvent à 71 morts dont 3 officiers, 1 manquant et 309 blessés. »

« Des renforts sont envoyés régulièrement pour la colonne de secours. »

Autour de Salonique

LES ALLIES A CASTELORIZO, CAVALLA ET ORFANO

On sait déjà que les Français ont débarqué des troupes dans l'île de Castellorizo, près de l'Asie-Mineure et le gouvernement grec a protesté contre cette opération.

Les Alliés transportent aussi des troupes à Cavalla, à 130 kilomètres de Salonique et à Orfano, à 75 kilomètres est de Salonique.

Le lac Takno, long de 45 kilomètres, s'étend près de Seres à quelques kilomètres au nord d'Orfano.

D'Orfano, les Alliés peuvent maintenant parer tout mouvement tournant à l'est, et protéger Salonique.

Les troupes grecques se sont retirées jusqu'à Seres, laissant ainsi aux Alliés une plus grande liberté d'action, au nord d'Orfano ; les troupes franco-anglaises ont d'ailleurs déjà mais à profit les commodités que leur procure l'occupation de la Macédoine grecque orientale.

LES ANGLAIS A MITILENE

Athènes, 30 décembre. — D'après des informations parvenues de Mitylene — à laquelle les Grecs ont restitué le nom antique de Lesbos — aux journaux de notre ville, près de 20.000 hommes de troupes anglaises sont arrivés dans l'île venant d'Alexandrie. L'armée anglaise à Mitylene est donc forte de 30.000 hommes ; elle est complètement installée dans l'île et prête à intervenir partout où le besoin sera, suivant les nécessités militaires du moment.

Pour le moment, à Mitylene, ont lieu des préparatifs intensifs pour le service des troupes de passage dans l'île. On a construit de grandes casernes et des hôpitaux. Dans quelques jours on mettra en service une ligne de chemin de fer destinée à faciliter les mouvements rapides des troupes cantonnées dans l'île.

Les débarquements nouveaux de 20.000 soldats anglais, venus d'Egypte, montrent clairement que tout ce qui a été écrit au sujet de prétendues inquiétudes anglaises en Egypte, à raison de la prochaine tentative turco-allemande vers le canal ne répond nullement à la réalité.

A Salonique

L'EXPULSION DES CONSULS ENNEMIS

Nos lecteurs trouveront ci-dessous une information transmise d'Athènes, relatant les conditions de l'expulsion des consuls ennemis à Salonique.

Est-il besoin d'ajouter que nous approuvons sans réserve, dans le fond, ce que dans la forme, la mesure de sécurité prise par les généraux Sarraïl et Mahon.

Nous nous réjouissons vivement de voir s'accomplir, par les chefs alliés à Salonique, une politique de fermeté qui ne manquera certainement pas d'établir avantageusement le gouvernement grec et aussi désagréablement que possible nos ennemis.

Athènes, 31 décembre.

À la suite du raid des avions ennemis sur Salonique, et de l'attaque qui s'en est suivie, le général Sarraïl a ordonné l'expulsion des consuls des pays ennemis et du personnel des consulats d'Allemagne, d'Autriche, de Bulgarie et de Turquie.

Cette opération de police se fit simultanément dans les quatre consulats, ai-

Daudet

On sait en quels termes orduriers et difamatoires Léon Daudet parle maintenant de M. Arthur Meyer, qui fut jadis la faiblesse de l'accueillir au Gaulois.

On sait moins — mais ce n'est pas moins établi — que Léon Daudet attaque, plus sournoisement, mais aussi féroce, un autre de ses anciens directeurs, Edouard Drumont. C'est Daudet qui, lorsque Drumont se maria civilement, le fit savoir urbi et orbi pour enlever à la Libre Parole sa clientèle catholique.

Bref, à en croire Daudet, M. Meyer et M. Drumont seraient deux bandits.

Il y a quelques années, Léon Daudet touchait à la fois à la caisse du Gaulois et à la caisse de la Libre Parole. Pour toucher mieux à son aise, il réconcilia les deux directeurs de ces journaux.

Ce jour-là, Léon Daudet déclarait à qui voulait l'entendre :

« La joie de ma vie est d'avoir enfin réussi à réconcilier ces deux admirables natures. »

Faits divers

Il s'occupa... d'Eugénie

A minuit trente, rue d'Arvon, en face du 117, à la suite d'une discussion, Eugénie Marchetti, 23 ans, journalière, demeurant 274, rue de Paris, à Montreuil, a frappé d'un coup de couteau Henri Merlin, 30 ans, ébéniste, demeurant 87, rue d'Arvon.

Ce dernier a été blessé sans gravité à la joue droite. La nommée Marchetti a été arrêtée peu après.

Après les « Mystères de New-York »

Cette nuit, au cours d'une discussion dans un cinéma à Noisy-le-Sec, Joseph Bousseau, 17 ans, 63, rue de Rosny, à Noisy-le-Sec, a été tué d'un coup de couteau au cœur par un jeune homme encore inconnu qui a pris la fuite.

Dhoux en a... d'amérés

Ce matin, à 4 h. 12, Louis Camut, marchand de vins, 37, avenue de Choisy, a tiré deux coups de revolver sur un individu qui le menaçait dans son débit et qui frappait sa femme. Cet individu, Jules Dhoux, réfugié belge, maréchal ferrant, 25, rue de Tolbiac, a été blessé au-dessous du sein droit et transporté à la Pitié.

Un nommé Masehart a été arrêté. Trois autres individus sont recherchés par l'inspecteur du 4^e district.

La misère

Ce matin, à 7 h. 12, on a trouvé inanimés, dans leur chambre, 2, passage Gautier, les époux Lyon. Un réchaud achevait de se consumer dans la pièce. Mme Lyon a été rappelée à la vie, quant au mari, il avait cessé de vivre.

L'échange des colis postaux avec la Suisse

Le ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes nous communique l'avis suivant :

« En raison de la situation actuelle du change et de ses fréquentes variations, le service des colis postaux grevés de remboursement est suspendu, temporairement, dans les relations franco-suisse. »

« Les colis postaux ordinaires ou encombrants, avec déclaration de valeur, à livrer par express, et avec affranchissement préalable des droits de douane, continueront à être acceptés aux conditions actuellement en vigueur. »

L'AN NEUF

Malgré la grisaille du temps, le premier jour de l'an 1916 fut animé d'une légère fièvre. Un volonte d'expérience aimait les bassants et les fleurs se vendait à paquets. Les grappes embaumées, couleur d'or du mimosa, s'achetaient à profusion. Aux doigts des femmes, elles mettaient un peu de soleil.

Des permissionnaires achetaient des bouquets, avec la joie de manier dans leurs grosses mains ces frêches tiges. L'aube embrumée de cette année neuve se colorait pour tous d'un ardent besoin de bonheur.

Une petite fille allait répétant, tout le long du chemin, le compliment qu'elle devait réciter en famille.

Dans les tranchées là-bas, les soldats ont vu se lever le matin blafard. Leur pensée est venue vers nous, fantôme que la mémoire s'élevait vers eux. La communion dans un même rêve de délivrance souleva les cœurs émus.

1916. Nous attendons de toi la redevance de notre attente, de nos douleurs, de notre long courage.

Fanny GLAR

Le Front d'Orient

LES ALLEMANDS REBOUTENT NOS POSITIONS

Copenhague, 1^{er} janvier. — Le correspondant du *Berliner Tageblatt* à Sofia apprend d'un ancien expert militaire, retour de Salonique, que les Alliés ont subi de terribles pertes, que leur position est très forte et qu'ils possèdent tout ce qui est nécessaire à la conduite de la guerre moderne.

Le Front russe

DE VIOLENTS COMBATS SONT ENGAGÉS PRÈS DE CZERNOVITZ

Genève, 1^{er} janvier. — Les journaux allemands parlent depuis trois jours d'une grande bataille qui se déroulerait dans les environs de Czernowitz.

Le *Berliner Tageblatt* dit que la population de cette ville est tenue, heure par heure, au courant de la situation, ce qui laisse supposer que l'armée militaire envisage l'évacuation de la population civile.

La Question du Service obligatoire

Nos lecteurs nous excuseront de ne donner sur cette question, dont l'importance est cependant grande, que de brèves dépêches sans le moindre commentaire. La Censure nous interdit en effet de donner notre opinion sur ce sujet. La presse n'a le droit que de faire entendre un seul son de cloche.

Nous nous inclinons — non sans avoir, auparavant, élevé cette modeste protestation.

C.-B.

SIR SIMON AURAIT DEMISSIONNÉ

Londres, 1^{er} janvier. — On considère qu'en assistant pas aux trois derniers conseils de Cabinet, Sir John Simon, ministre de l'Intérieur, a virtuellement donné sa démission. (« Information ».)

LES DELIBERATIONS DU CABINET ANGLAIS.

Londres, 1^{er} janvier. — Le correspondant politique du « Daily Mail » télégraphie qu'il y a eu hier deux longues réunions du Cabinet anglais, la première à 11 h. 30 qui se prolongea jusqu'à 2 heures et la seconde à 3 h. 30 qui a duré 2 heures.

Le ministre de l'Intérieur, Sir John Simon, n'était présent ni à l'une ni à l'autre et on croit savoir qu'il a offert sa démission motivée sur ce fait qu'il est opposé au service obligatoire des célibataires.

Nul autre ministre n'a démissionné. M. Mac Kenna, chancelier de l'Échiquier (M. Runciman, ministre du Commerce, air si que deux ou trois autres ministres, dit s'être toutefois que des explications soient données sur l'importance exacte de l'armée qui doit être levée et si ces explications sont satisfaisantes. Ils consentirent à admettre le service obligatoire.

En ce moment, leur attitude est indéfinie. Ils ont présenté hier au Cabinet quelque chiffres intéressants quant aux besoins de finances et du commerce de la nation.

La prochaine réunion du Cabinet est convoquée pour mardi, jour où le Parlement reprend ses séances. (« Information ».)

DERNIÈRE HEURE

Course à pied

« Au Parc des Princes ce matin la course de 100 m. disputée entre les membres du Comité d'éducation physique, français et belge, a été gagnée par le français, qui a terminé en 12 sec. 15. »

